

Délibération n° 2022-01-27/04

Objet : Renouvellement de la convention de gestion de services numériques communs – Montpellier Méditerranée Métropole – Autorisation de signature

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 27 JANVIER 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-sept janvier, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 21 janvier 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Absents représentés : Jocelyne TAVERNE *pouvoir à* Xavier MIRAULT, Olivier BOUDET *pouvoir à* Françoise BERTOUY, Francine BOYER *pouvoir à* Jean-Marc LEÏENDECKERS, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Maryline BENEDETTI - Fabrice IRANZO *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Mario MARCOU

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ses communes et plusieurs Centres Communaux d'Actions Sociales ont développé depuis de nombreuses années, des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée, permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au règlement général pour la protection des données désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Par délibération du 14 novembre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de gestion de services numériques communs, soumise aujourd'hui à l'approbation du Conseil municipal.

Le projet de convention type est établi en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales et a pour objet de mettre en place des solutions partagées entre les communes et la Métropole en matière de :

- Administration électronique (e-administration) ;
- Services en ligne aux usagers ;
- Dématérialisation des procédures de marchés publics ;
- Mise à disposition publique des données numériques « open data » ;
- Plateforme de participation citoyenne ;
- Plateforme de TéléAlerte ;
- Service permettant les échanges interprofessionnels entre les personnes sourdes, malentendantes et entendants.

La convention décrit dans le détail les différentes fonctionnalités proposées et les obligations réciproques des communes et de la Métropole en matière d'hébergement, de maintenance, de paramétrage, de formation et de mises à jour des données.

La commune de Pérols propose d'adhérer à l'ensemble de ces solutions, à l'exception de la plateforme TéléAlerte.

Le montant de la prestation globale annuelle établie en fonction de ces dispositions et du nombre d'applications mises en œuvre par la commune de Pérols, telles que récapitulées en annexe 1 de la convention, s'élève à 618,28 € HT et se décompose comme suit :

- Administration électronique (e-administration) : 184,20 €
- Services en ligne aux usagers : 127,16 €
- Dématérialisation des procédures de marchés publics : 99,23 €
- Plateforme de participation citoyenne : 127,68 €
- Service permettant les échanges interprofessionnels entre les personnes sourdes, malentendantes et entendants : 80,01 €

Ces montants prennent en compte la participation de la Métropole à hauteur de 50% du coût des prestations forfaitaires assurées pour les communes.

La présente convention est conclue pour la période 2022-2023-2024.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser l'adhésion à la convention jointe en annexe à la présente délibération ;
- Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la commune ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

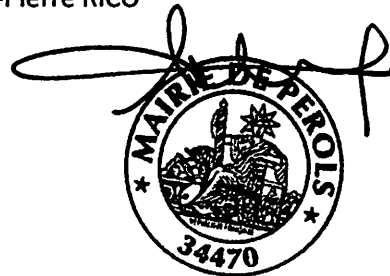
Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 janvier 2022
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.